

COMMISSION  
DES  
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

X/897/71-F

---

Direction générale  
de la Presse et de l'Information

L'OPINION DES EUROPÉENS

SUR

LES ASPECTS RÉGIONAUX ET AGRICOLES DU MARCHÉ COMMUN,

L'UNIFICATION POLITIQUE DE L'EUROPE

ET L'INFORMATION DU PUBLIC

Résultats partiels et provisoires d'une enquête par sondages  
dans les six pays de la Communauté européenne

Bruxelles  
(200, rue de la Loi)

Décembre 1971

---

### AVANT - PROPOS

La Direction générale de la Presse et de l'Information de la Commission européenne a fait faire en juillet 1971, dans les six pays de la Communauté, une nouvelle enquête par sondages qui a porté notamment sur les attitudes du public à l'égard des aspects régionaux et agricoles du Marché commun.

Ces sondages ont été réalisés à partir de questionnaires rigoureusement identiques, sur des échantillons nationaux représentatifs de la population âgée de 15 ans et plus, par les instituts suivants :

- en Allemagne, Gesellschaft für Marktforschung (Hamburg), avec 2.000 personnes interrogées;
- en Belgique et au Luxembourg, International Research Associates (Bruxelles), avec 1.364 et 302 personnes interrogées respectivement;
- en France, Institut français d'opinion publique (Paris), avec 1.806 personnes interrogées;
- en Italie, Demoskopea (Milano), avec 2.000 personnes interrogées;
- aux Pays-Bas, Nederlandse Stichting voor Statistiek ('s-Gravenhage), avec 1.198 personnes interrogées.

Les données recueillies vont faire l'objet d'analyses approfondies, menées en partie en Europe, en liaison avec la direction de l'International Research Associates, qui assume la fonction d'institut coordinateur, et en partie aux Etats-Unis, en liaison avec le Center for Political Studies de l'Université de Michigan.

Mais déjà il a paru intéressant de rassembler quelques éléments permettant des comparaisons globales entre les réponses recueillies dans chacun des pays de la Communauté européenne.

L'objet général de l'enquête, qui faisait suite à des sondages réalisés en février-mars 1962 et février-mars 1970 (x) était d'approfondir notamment les problèmes suivants, qui intéressent tous la formation des attitudes à l'égard du Marché commun et de l'unification de l'Europe, et de faciliter l'élaboration d'une politique d'information tendant à rendre les Européens plus conscients de l'aventure historique dans laquelle ils sont engagés:

- le sentiment d'appartenir à une région;
- la disposition à aller vivre dans une autre région ou même dans un autre pays;
- le sentiment de vivre dans une région en déclin ou en développement;
- l'influence du Marché commun sur la région;
- la conception des compétences respectives des autorités régionales, des autorités nationales et des autorités européennes;
- l'attitude à l'égard des problèmes agricoles: malaise actuel des agriculteurs, avenir de l'agriculture, jugements sur le Plan Mansholt, effets du Marché commun sur l'agriculture et, par comparaison, sur l'industrie;
- l'image globale du Marché commun: est-il conçu comme une ouverture vers l'extérieur ou comme une possibilité de concurrence des produits étrangers? Jusqu'à quel point y est-on attaché? Quels sont les effets attendus de l'élargissement?
- l'attitude à l'égard de l'unification politique de l'Europe;
- le sentiment d'être bien ou mal informé et le rôle attribué à la télévision dans cette information.

---

(x) Voir notamment: "L'opinion publique et l'Europe des Six", Sondages (revue française de l'opinion publique), Paris, n° 1, 1963 et "Europeans and the Unification of Europe", Government and Opposition (A Journal of Comparative Politics), London, Volume 6, Nr 4, Autumn 1971, pp. 477-501.

On pourra consulter également l'enquête réalisée en janvier-février 1970, à l'initiative d'un groupe d'organes de presse: "Les Européens: oui à l'Europe", résultats commentés d'un sondage d'opinions dans les six pays de la Communauté européenne et en Grande-Bretagne; brochure éditée par la Commission des Communautés européennes (direction générale de la Presse et de l'Information), mai 1970.

Rappelons enfin les deux grandes enquêtes internationales conçues et réalisées sous le patronage du Reader's Digest: "221.750.000 consommateurs" (1963) et "Radioscopie de l'Europe" (1970).

Quels sont les principaux résultats de l'enquête, au stade actuel du dépouillement, c'est-à-dire avant même que les analyses secondaires des 8.670 interviews recueillies dans les six pays ne soient achevées?

### 1. Les problèmes régionaux (pages 1 à 25)

Dans trois pays - Allemagne, Luxembourg et Belgique - l'appartenance principale, du moins celle qui est citée en premier lieu, est l'appartenance à la petite communauté locale: la ville, la localité, le Landkreis ou le canton; dans les trois autres pays - Pays-Bas, Italie et France - l'ordre de grandeur est à peu près le même de ceux qui se réfèrent, en premier lieu, soit à la petite communauté, soit à la nation, c'est-à-dire au pays considéré dans son ensemble. Ces deux unités géographiques paraissent perçues comme complémentaires plutôt que comme exclusives l'une de l'autre, mais l'ordre des références semble bien caractériser deux conceptions historiques distinctes de la vie en société: l'une plutôt tournée vers l'environnement social immédiat et l'autre plutôt tournée vers le grand ensemble national dont la petite communauté locale, bien sûr, fait partie. La différence entre l'Allemagne et la France est particulièrement significative (voir tableaux 1 et 1 bis).

La mobilité interrégionale est assez faible. La plupart des personnes interrogées - rappelons qu'il s'agit de la population âgée de 15 ans et plus - sont nées dans leur région de résidence actuelle. Parmi celles qui ne sont pas nées dans la région où ils habitent, la majorité y est venue à l'âge de plus de 20 ans: la mobilité interrégionale concerne principalement les adultes, sans doute à l'occasion du mariage ou de l'entrée dans la vie professionnelle (voir tableaux 2 et 3).

La mobilité interrégionale est, d'autre part, peu souhaitée. Quatre à six personnes sur dix déclarent qu'elles ne seraient certainement pas disposées à aller vivre dans une autre région de leur pays, même pour y trouver des conditions de vie meilleures. Enracinement maximum en Belgique (62%) et minimum en Italie (40%). La proportion des personnes qui n'iraient pas vivre dans un autre pays d'Europe est encore plus grande: 70% pour la Belgique, plus de 65% pour les autres pays, à l'exception de l'Italie (55%) (voir tableaux 4 et 5).

Le sentiment de vivre dans une région en développement est plus ou moins répandu suivant les pays: en tête vient l'Allemagne (70% des personnes interrogées) et en dernière position la France (49%). Inversement, il y a en France (21%) trois fois plus de personnes qu'en Allemagne (7%) qui ont l'impression de vivre dans une région en déclin. La même question avait été

posée en 1967: à quatre ans d'intervalle, on constate que l'impression d'un développement de la région a fait un léger progrès en France (de 44 à 49%) et s'est accrue dans la proportion de un à deux en Allemagne (de 36 à 70%). Il n'est pas surprenant que sept Allemands sur dix (72%) estiment que ce qui a changé dans la région depuis dix ans va dans le bon sens, contre cinq Français sur dix (54%). Les Belges et les Néerlandais expriment à ce sujet des opinions voisines de celles des Français (x) (voir tableaux 5, 6, 7, 7 bis et 10).

L'influence du Marché commun sur la région est considérée comme bonne par deux fois plus d'Allemands (55%) que de Français (27%). Dans tous les pays, cette bonne influence est plus fréquemment constatée dans l'industrie; au contraire, la mauvaise influence (10 à 15% des réponses) est plus fréquemment constatée dans l'agriculture (xx) (voir tableaux 8, 8 bis et 8 ter).

Pour l'avenir, à 10 ou 15 ans, les opinions sont plus optimistes, mais les écarts subsistent: 61% des Allemands attendent du Marché commun une bonne influence sur leur région contre 46% des Français (les réponses belges et néerlandaises sont ici très proches des réponses françaises: 45 et 47% respectivement). Encore une fois, les bons résultats sont généralement attendus pour l'industrie et les mauvais pour l'agriculture (voir tableaux 9, 9 bis et 9 ter).

De 1967 à 1971, en comparant les réponses aux mêmes questions posées dans les mêmes pays, on constate que l'opinion sur l'influence actuelle du Marché commun s'est nettement améliorée en Allemagne et dans une faible

---

(x) Cette insatisfaction relative des Français par rapport aux autres peuples de la Communauté européenne n'est pas une constatation nouvelle. Déjà l'enquête de 1970 avait montré que la France était le seul pays, parmi les six, où le pourcentage des personnes insatisfaites de leurs conditions actuelles de vie dépassait celui des personnes satisfaites: 48% contre 46%.

Comment s'explique cette insatisfaction? Les statistiques disponibles montrent que, de 1960 à 1969, le produit intérieur brut par habitant a doublé pour l'ensemble de la Communauté, augmentant de 94% en France et de 98% en Allemagne, soit à peu près dans la même proportion; l'augmentation est de 118% en Italie, de 115% aux Pays-Bas, de 109% en Belgique et de 67% seulement au Luxembourg. Mais les taux de croissance des régions les moins favorisées ont tendance, en Allemagne, en Belgique, en Italie et même aux Pays-Bas, à dépasser celui des régions les plus favorisées, ce qui n'est pas le cas en France.

Cf.: "L'évolution régionale dans la Communauté", document de travail de la Commission des Communautés européennes, 1971.

(xx) En 1969, 47% des Allemands et 18% des Français âgés de 18 ans et plus estimaient que le Marché commun avait eu une influence favorable sur leur niveau de vie. Cf.: "Radioscopie de l'Europe", Sélection du Reader's Digest, octobre 1970, pp. 170-171.

mesure en France, tandis qu'elle se détériorait en Belgique et aux Pays-Bas. Quant à l'opinion sur l'influence future du Marché commun, elle a évolué dans le même sens: optimisme croissant en Allemagne (et en Italie), ainsi qu'en France; incertitude plus répandue en Belgique et aux Pays-Bas (voir tableaux 11, 12 et 13).

Les questions sur les compétences actuellement exercées par le gouvernement national, qui devraient être transférées soit aux autorités régionales, soit aux autorités européennes, reçoivent des réponses assez différentes:

- dans presque tous les pays, 20 à 30% des personnes interrogées estiment que des problèmes importants seraient mieux traités par les autorités européennes; le pourcentage est plus élevé au Luxembourg (44%);
- en ce qui concerne un transfert de compétences aux autorités régionales, on constate une fois de plus une différence entre l'Allemagne et la France: seulement 17% des Allemands - qui ont déjà l'expérience d'un régime fédéral - souhaiteraient de nouveaux transferts de compétences aux régions, contre 54% des Français - qui ont, eux, l'expérience d'un régime très centralisé. (Voir tableaux 14 et 14 bis).

## 2. Les problèmes agricoles (pages 26 à 38)

La majorité du public, dans presque tous les pays, estime que les agriculteurs ont plus de difficultés que les autres catégories de la population: maximum aux Pays-Bas et en Italie (66%); minimum au Luxembourg (32%). Ces difficultés sont principalement attribuées à l'insuffisance des prix payés aux producteurs (voir tableaux 16 et 17).

De même, la majorité - surtout en Italie - est favorable aux grandes manifestations d'agriculteurs, du moins tant que les manifestants ne vont pas jusqu'à des actions violentes (voir tableaux 15 et 15 bis).

L'agriculture est généralement considérée comme un secteur d'activité qu'il faut préserver, même s'il n'est pas aussi rentable que les autres: c'est l'opinion de sept Italiens sur dix (68%) et de cinq à six personnes sur dix dans les autres pays (voir tableau 18).

Sauf en France, la majorité conseillerait à un fils d'agriculteur de chercher un autre métier plutôt que de rester dans l'agriculture (voir tableau 19). Mais l'attachement symbolique à la terre est tel qu'à un fils d'agriculteur qui ne trouve pas des conditions satisfaisantes dans l'exploitation de son père on conseillerait de se préparer à une profession très liée à l'agriculture ou de chercher une autre exploitation plutôt que de se préparer à une profession n'ayant plus rien à voir avec l'agriculture (voir

tableau 20). En France et en Italie, plus que dans les autres pays, le public estime qu'il est difficile pour un fils d'agriculteur de trouver un emploi dans un autre métier (voir tableau 21).

Le Plan Mansholt est mal connu: 84% des Italiens, 62% des Français, mais seulement 32% des Néerlandais, n'en ont pas entendu parler. Parmi ceux qui en ont entendu parler, la moitié en Italie et seulement le quart en France estiment que c'est plutôt une bonne chose (voir tableaux 22 et 22 bis).

Tandis que le Marché commun est généralement reconnu comme bon pour l'industrie des six pays, avec toutefois une importante minorité qui ne se prononce pas, les opinions sont plus partagées en ce qui concerne l'agriculture: plus d'une personne sur quatre en Allemagne et plus d'une sur trois aux Pays-Bas estiment que leur pays est plutôt désavantagé; l'impression est plus favorable au Luxembourg et en Italie (voir tableaux 23, 23 bis, 24 et 24 bis).

### 3. Du Marché commun à l'unification politique de l'Europe (pages 39 à 57)

Dans presque tous les pays, notamment en France, l'aspect du Marché commun qui prédomine est qu'il ouvre la porte à des produits étrangers qui concurrencent les produits nationaux. Même en France, le fait qu'il facilite la vente des produits agricoles à l'extérieur est le moins bien perçu (voir tableaux 25 et 25 bis).

En dépit des incertitudes sur ses effets, l'attachement du public au Marché commun est très fort en Allemagne, où 52% des personnes interrogées éprouveraient de vifs regrets s'il était abandonné; l'attachement est moins fort dans les autres pays, notamment en Belgique et en France (voir tableau 26).

Quant aux effets attendus de l'élargissement, dans la mesure où le public se prononce, c'est pour considérer que c'est plutôt une bonne chose, en particulier pour l'industrie (voir tableaux 27 et 27 bis).

L'unification politique de l'Europe, c'est-à-dire l'évolution du Marché commun vers la formation politique des Etats-Unis d'Europe, recueille les suffrages favorables de sept personnes sur dix en Italie, en Allemagne, aux Pays-Bas et au Luxembourg; le score est un peu moins élevé en Belgique et en France; 15 à 35% du public ne se prononce pas, mais, parmi les personnes qui se prononcent, l'adhésion est massive: 75 à 90% (voir tableaux 28 et 28 ter).

Cette adhésion à l'idée d'une Europe unifiée est toutefois, sauf en Allemagne, en légère diminution par rapport aux résultats du sondage de février-mars 1970 (voir tableaux 28 bis et 28 quater).

D'autre part, seulement deux à quatre personnes sur dix, en 1971 comme en 1970, déclarent qu'elles seraient disposées à accepter certains sacrifices personnels pour que l'unification de l'Europe se fasse. L'attachement à l'idée semble plus fort en Allemagne, en Italie et au Luxembourg qu'aux Pays-Bas, en France et en Belgique (voir tableaux 29 et 29 bis).

Les attitudes du public à l'égard de l'unification politique de l'Europe apparaissent finalement comme assez ambiguës. Six à sept personnes sur dix - donc un peu moins que de partisans de l'unification - sont d'accord pour considérer que "les peuples d'Europe prennent de plus en plus conscience de leurs intérêts communs dans tous les domaines". Mais une autre proposition recueille presque autant de suffrages - et même pratiquement autant en France et au Luxembourg: c'est celle suivant laquelle "les Etats-Unis d'Europe existeront peut-être un jour, mais cela prendra encore au moins une vingtaine d'années". La proposition suivant laquelle "le grand public est déjà prêt à aller plus loin dans l'unification que les gouvernements" est, dans tous les pays, celle sur laquelle le public hésite le plus à se prononcer. Quant à la dernière proposition, suivant laquelle "les pays d'Europe sont trop différents quant à leur taille et à leur puissance pour arriver à former ensemble une grande unité politique", elle recueille dans presque tous les pays une majorité, assez faible toutefois (voir tableaux 30 et 30 bis).

#### 4. L'information du public (pages 58 à 64)

La majorité du public, dans tous les pays, s'estime insuffisamment informée sur les problèmes du Marché commun, de l'agriculture et du développement économique régional. Cette insuffisance de l'information est particulièrement ressentie aux Pays-Bas, en Belgique et en France, c'est-à-dire tout à la fois dans un pays où le public est relativement bien informé, mais souhaiterait l'être plus, et dans deux pays où le public est moins bien informé et souhaiterait l'être mieux (voir tableaux 31 à 34).

Dans presque tous les pays, sauf l'Allemagne, la majorité du public estime que la télévision ne fait pas ce qu'elle devrait faire pour informer sur les problèmes qui font l'objet de l'enquête, notamment en ce qui concerne le développement économique régional (voir tableaux 35 à 38).



De ces résultats bruts, on peut tirer quelques premières conclusions:

- 1) Le sentiment de vivre dans une région en développement et l'attribution au Marché commun d'une bonne influence sur la région semblent aller de pair. Les Allemands sont beaucoup plus nombreux que les Français à exprimer ce sentiment, et beaucoup plus nombreux en 1971 qu'en 1967.
- 2) Une bonne influence du Marché commun sur la région est généralement reconnue - ou attendue - pour l'industrie, et une mauvaise influence constatée - ou redoutée - pour l'agriculture.
- 3) Dans tous les pays, mais surtout en Italie et aux Pays-Bas, le public est conscient des difficultés des agriculteurs et sympathise plutôt avec les manifestations des paysans, à condition que celles-ci restent pacifiques. L'agriculture est une activité à préserver: c'est plus qu'une activité économique comme l'industrie, le commerce, etc..., de sorte qu'une argumentation qui associerait la notion de modernisation à celle de rentabilité risquerait de heurter les sentiments du public et serait accusée d'être "technocratique". Dans certains pays comme l'Italie et la France, plus qu'ailleurs, les difficultés des jeunes agriculteurs pour trouver un emploi dans un autre métier sont fortement ressenties. Or, ce sont aussi les pays où le Plan Mansholt est encore le plus mal connu.
- 4) En dépit du fait que le Marché commun, généralement reconnu comme bénéfique pour l'industrie des six pays, soulève des appréhensions en ce qui concerne l'agriculture, l'image globale que l'on s'en forme n'est pas défavorable, mais ses avantages et ses inconvénients - réels ou supposés - sont mis en balance; l'aspect "concurrence pour nos produits nationaux" l'emporte généralement sur les autres aspects tels que: "meilleur approvisionnement pour nos consommateurs", "possibilités accrues d'exportation", "stimulant pour l'industrie nationale".  
Finalement, ce n'est qu'en Allemagne qu'une nette majorité exprime son attachement au Marché commun. En Belgique et en France, l'indifférence l'emporte. Mais nulle part on ne trouve une hostilité nettement déclarée.
- 5) L'adhésion à l'idée de l'unification politique de l'Europe reste fortement majoritaire, mais l'ambiguïté des attitudes peut rendre cette adhésion assez fragile: sauf en Allemagne, il semble qu'il y ait eu une certaine diminution de l'adhésion depuis le début de 1970. La constatation que les peuples d'Europe sont de plus en plus conscients de leurs intérêts communs ne va pas jusqu'à l'adhésion à un projet politique nettement dessiné. Les Etats-Unis d'Europe existeront peut-être un jour, mais ce n'est pas pour demain: telle semble être l'opinion dominante.

6) L'information sur les problèmes du Marché commun, comme d'ailleurs sur les problèmes régionaux et agricoles, est insuffisante, et le public en est conscient, aussi bien dans un pays où le niveau d'information est relativement élevé, comme les Pays-Bas, que dans des pays comme la France, la Belgique et l'Italie, où il est relativement bas. Le rôle de la télévision dans l'information du public est presque partout considéré comme insuffisant.

Jacques-René RABIER

I

LES PROBLEMES REGIONAUX

## I

LES PROBLEMES REGIONAUX1. Le sentiment d'appartenance à une unité géographique

Avant même de chercher à savoir quelle image les personnes interrogées se forment du développement socio-économique de leur région et des effets du Marché commun sur ce développement, il fallait se poser la question de ce que représente "la région", parmi les diverses unités géographiques auxquelles chacun peut avoir conscience d'appartenir(1).

La question a été posée comme suit:

"Parmi les unités géographiques suivantes, à laquelle avez-vous le sentiment d'appartenir en premier lieu? Et en deuxième lieu?",

une carte étant présentée à la personne interrogée, énumérant pour chaque pays des unités géographiques comparables d'un pays à l'autre(2):

- a) le Landkreis, la ville, la localité, le canton;
- b) le Regierungsbezirk (Allemagne), la province (Belgique, Italie, Pays-Bas), le département (France), le district (Luxembourg);
- c) le Bundesland (Allemagne), la partie du pays (Belgique, Luxembourg), la région de programme (France), la Regione (Italie);
- d) le pays tout entier: l'Allemagne, la Belgique, etc...;
- e) l'Europe;
- f) une autre unité géographique.

(1) Ce problème semble avoir été très peu étudié jusqu'ici, et jamais sur un plan comparatif international. Voir notamment: "L'aménagement du territoire et l'action régionale", revue Sondages (Paris), 1965, n° 1; Rudolf ENDRES, "Der Heimatbegriff der Jugend in der Gegenwart" (Ergebnisse einer Umfrage an bayerischen Gymnasien), Geographische Rundschau (Braunschweig) Jg. 19 (1967); Jean-Luc PIVETEAU, "Le sentiment d'appartenance régionale en Suisse" (Compte-rendu d'une enquête effectuée auprès d'un groupe d'étudiants de l'Université de Fribourg), Revue de Géographie alpine, Fasc. 2, 1969.

(2) La table de concordance entre unités géographiques était la suivante:

Allemagne	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
Stadt, Gemeinde, Landkreis	ville, localité, canton	ville, localité, canton	comune	ville, localité, canton	gemeente
Regierungs- bezirk	province	départe- ment	provincia	district	provincie
Bundesland	partie du pays	région (de programme)	Regione	partie du pays	

L'objet de la question était essentiellement de voir comment le sentiment d'appartenance se répartit entre une unité géographique sub-nationale, la nation et l'Europe(3).

En ce qui concerne l'Europe, le sentiment d'appartenance est très faible dans tous les pays, avec des pourcentages qui vont de 3% des personnes interrogées au Luxembourg à 11% aux Pays-Bas.

En revanche, on constate d'assez grandes différences de pays à pays en ce qui concerne la répartition entre la communauté locale de base (ville, localité, canton, Landkreis) et la nation, c'est-à-dire le pays considéré comme un tout:

- dans trois pays (Allemagne, Luxembourg, Belgique), le pourcentage des personnes qui citent en premier lieu la communauté locale est beaucoup plus élevé que celui des personnes qui citent la nation;
- dans les trois autres pays (Pays-Bas, Italie, France), l'ordre de grandeur est à peu près le même entre ceux qui citent en premier lieu la communauté locale et ceux qui citent la nation; ces deux unités semblent d'ailleurs perçues comme complémentaires et non comme exclusives(4).

Il est à noter que les unités géographiques intermédiaires entre la localité et l'ensemble du pays ne bénéficient - sauf au Luxembourg - que d'un sentiment d'appartenance assez faible: c'est le cas d'unités administrativement et politiquement importantes comme le département en France et le Land en Allemagne (voir tableau 1).

- 
- (3) Dans chaque pays la question a été posée en "Split ballot", une moitié des personnes interrogées ayant à choisir sur une carte présentant les unités géographiques dans l'ordre ci-dessus indiqué et l'autre moitié sur une carte les présentant dans l'ordre inverse.
- (4) C'est seulement en France et aux Pays-Bas que l'ordre d'énumération des unités modifie sensiblement les réponses des personnes interrogées. Tout se passe comme si les personnes interrogées, dans ces deux pays, répondaient indifféremment en se référant d'abord à la "petite patrie" ou à la nation.

Tableau 1LE SENTIMENT D'APPARTENANCE PRINCIPALE A UNE UNITE GEOGRAPHIQUE

(Réponses données en premier lieu)

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
	%	%	%	%	%	%
Le Landkreis, la ville, la localité, le canton de résidence	59	52	33	36	50	43
Le Regierungsbezirk, la province, le département	2	9	8	6	1	6
Le Land, la partie du pays, la région de programme, la Regione	7	9	11	9	27	37
La nation	21	24	37	37	15	11
L'Europe	9	5	6	8	3	1
Autre unité géographique	1	-	2	2	2	1
Ne se prononcent pas	1	1	3	2	2	2
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Commentaire au tableau 1 :

La "préférence" donnée à la petite communauté locale par rapport à la nation, telle qu'elle peut être mesurée par la différence entre les pourcentages correspondants, est la suivante :

Allemagne	+ 38
Luxembourg	+ 35
Belgique	+ 28
Pays-Bas	+ 6
Italie	- 1
France	- 4

L'examen des réponses indiquant l'unité géographique à laquelle on se réfère en deuxième lieu modifie peu les résultats ci-dessus, si ce n'est que, dans tous les pays, la nation est la deuxième réponse la plus fréquente; le Land en Allemagne, la province en Belgique, le département en France, la Regione en Italie remontent au deuxième rang (voir tableau 1 bis).

Tableau 1 bis

LE SENTIMENT D'APPARTENANCE PRINCIPALE A UNE UNITE GEOGRAPHIQUE

(Réponses données en second lieu)

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
	%	%	%	%	%	%
Le Landkreis, la ville, la localité, le canton de résidence	12	17	19	16	12	23
Le Regierungsbezirk, la province, le département	9	26	20	18	4	21
Le Land, la partie du pays, la région de programme, la Regione	19	13	19	19	30	
La nation	36	27	23	27	33	36
L'Europe	14	9	9	13	11	12
Autre unité géographique	1	2	2	2	2	2
Ne se prononcent pas	9	6	8	5	8	6
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

En définitive, les unités géographiques auxquelles les personnes interrogées ont le sentiment d'appartenir en premier lieu et en second lieu sont:

- en Allemagne, en Belgique et au Luxembourg, la localité (commune, ville, canton) où elles résident;
- aux Pays-Bas, en Italie et en France, leur pays considéré comme un ensemble.

La mobilité géographique interrégionale, à l'intérieur de chaque pays, paraît assez faible. Au moins les deux tiers des personnes interrogées (Allemagne, France, Luxembourg, Pays-Bas) et parfois plus des trois quarts (Belgique, Italie) sont nées dans la "région" où elles habitent actuellement(5). (Voir tableau 2).

Tableau 2

SONT NES DANS LA REGION OU ILS HABITENT

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
	%	%	%	%	%	%
Oui	67	78	67	86	64	70
Non	33	22	33	14	36	30
Total	100	100	100	100	100	100

La grande majorité des personnes qui ne sont pas nées dans la région où elles habitent actuellement y sont venues à l'âge adulte, c'est-à-dire à plus de vingt ans (voir tableau 3).

(5) Le mot "région" est désormais pris, dans la suite de l'enquête, au sens relativement large: le Land en Allemagne (11 Länder au total), la province en Belgique (9 provinces), la région de programme en France (21 régions), la Regione en Italie (19 Regioni), la province aux Pays-Bas (11 provinces) et la partie du pays désignée par la personne interrogée au Grand-Duché de Luxembourg.

Les différences entre ces régions, quant à leur effectif de population, sont évidentes et rendent nécessaire une grande prudence dans les comparaisons de pays à pays. Néanmoins les ordres de grandeur entre les parts relatives, dans la population totale de chaque pays, des régions les moins peuplées et respectivement des régions les plus peuplées sont - Luxembourg mis à part - à peu près les mêmes.



Tableau 3AGE D'INSTALLATION DANS LA REGION DE RESIDENCE

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
	%	%	%	%	%	%
5 ans ou moins	3	3	5	2	8	3
de 6 à 10 ans	3	2	2	2	2	2
de 11 à 15 ans	3	2	2	1	2	3
de 16 à 20 ans	4	2	5	2	3	4
plus de 20 ans	20	13	19	7	21	18
<b>Total</b>	<b>33</b>	<b>22</b>	<b>33</b>	<b>14</b>	<b>36</b>	<b>30</b>
Proportion des personnes qui se sont installées à plus de 20 ans, sur 100 personnes qui ne sont pas nées dans la région où elles habitent	67	59	58	50	58	60

Autre information intéressante en ce qui concerne la mobilité, ou plutôt l'absence de mobilité: dans tous les pays, quatre à six personnes sur dix ne seraient certainement pas disposées à aller vivre dans une autre région de leur pays, même en étant assurées d'y trouver des conditions de vie meilleures. C'est en Belgique que cet enracinement est le plus fort (62%) et en Italie qu'il est le plus faible (40%). (Voir tableau 4).

A plus forte raison, la réticence à aller vivre dans un autre pays d'Europe est encore plus marquée, la Belgique et l'Italie se situant encore une fois aux extrêmes, mais d'un éventail de positions plus resserré que pour les réponses à la question précédente (voir tableau 5).



### 3. Le développement ou le déclin de la région

Quelle image les personnes interrogées se forment-elles de l'évolution d'ensemble de la région où elles vivent? La question est importante dans la mesure où l'on peut supposer qu'une variable déterminante dans la formation des attitudes socio-politiques et socio-économiques est le sentiment que l'on a de vivre dans un groupe social porteur d'avenir ou non, indépendamment même des conditions objectives de cette évolution(6).

Cette question a été posée de deux façons, pour tenter de saisir, d'une part, la perception d'une évolution et, d'autre part, la qualification de cette évolution:

"Avez-vous l'impression de vivre ici dans une région en déclin, qui se maintient, qui est plutôt en développement ou qui est en fort développement?"

"Au total, quand vous pensez à ce qui a changé dans votre région depuis dix ans, trouvez-vous que cela va plutôt dans le bon sens, plutôt dans le mauvais sens ou ni l'un ni l'autre?"

Tableau 6

#### ONT L'IMPRESSION DE VIVRE DANS UNE REGION EN DECLIN OU EN DEVELOPEMENT

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
	%	%	%	%	%	%
En déclin	7	12	21	12	12	17
Qui se maintient	23	26	25	23	23	17
Plutôt en développement	45	36	38	50	38	34
En fort développement	25	19	11	8	23	21
Ne se prononcent pas	-	7	5	7	4	11
Total	100	100	100	100	100	100

(6) Les opinions exprimées et les données objectives seront comparées, région par région, à un stade ultérieur de l'étude dont les premiers résultats sont ici présentés.

Dans les pays de la Communauté européenne, la perception de l'évolution est assez différente de pays à pays:

- plus de deux Français et près de deux Néerlandais sur dix ont le sentiment de vivre dans une région en déclin, contre moins d'un Allemand sur dix;
- inversement, 25% des Allemands et plus ou moins 20% des Luxembourgeois, des Néerlandais et des Belges ont le sentiment de vivre dans une région en fort développement, contre environ 10% des Italiens et des Français.

Si, pour mieux faire ressortir les différences de pays à pays, on calcule un "indice d'évaluation du développement régional", en affectant d'un coefficient 2 les réponses "en fort développement" et "en déclin", d'un coefficient 1 les réponses "plutôt en développement" et "qui se maintient", et en rapportant la différence entre les réponses positives et les réponses négatives au pourcentage total des personnes qui se prononcent, on obtient le classement suivant:

Indice d'évaluation du développement régional

(maximum: +2,00    minimum: -2,00)

Allemagne	0,58
Luxembourg	0,39
Pays-Bas	0,28
Belgique	0,26
Italie	0,20
France	-0,07

Les réponses à une autre question confirment ces différences de pays à pays: ce qui a changé dans la région depuis dix ans va-t-il dans le bon sens ou dans le mauvais sens? Sept Allemands et sept Luxembourgeois sur dix répondent affirmativement, contre environ 55% des Français et des Néerlandais.

Une minorité notable, dans chaque pays, hésite à se prononcer, soit sur le fait qu'il y ait eu changement, soit sur le sens de ce changement: deux personnes sur dix en Allemagne, au Luxembourg et aux Pays-Bas; près de trois sur dix en Belgique, en France et en Italie (voir tableau 7) (7).

La très grande majorité de ceux qui se prononcent estime que le changement va plutôt dans le bon sens (voir tableau 7 bis).

---

(7) Les résultats des tableaux 6 et 7 seront croisés ultérieurement, de façon à savoir si le développement est généralement perçu comme positif ou négatif.





Parmi les personnes qui se prononcent et qui déclarent percevoir une influence du Marché commun, la grande majorité estime que cette influence est positive: cette opinion favorable est toutefois un peu moins forte en Belgique, en France et surtout aux Pays-Bas que dans les trois autres pays (voir tableau 8 bis).

Tableau 8 bis

ESTIMENT QUE LE MARCHÉ COMMUN A EU JUSQU'ICI  
UNE BONNE OU UNE MAUVAISE INFLUENCE SUR LEUR REGION

(Sur 100 personnes qui se prononcent et qui constatent une influence)

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
	%	%	%	%	%	%
Une très bonne influence	19	16	8	16	20	10
Plutôt une bonne influence	61	63	61	65	62	61
Plutôt une mauvaise influence	17	16	26	14	16	23
Une très mauvaise influence	3	5	5	5	2	6
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Un "indice d'attitude à l'égard de l'influence du Marché commun", calculé comme l'indice précédent en donnant la pondération 2 aux réponses "très influence" et "très mauvaise influence", la pondération 1 aux réponses "plutôt une bonne influence" et "plutôt une mauvaise influence", et la pondération 0 aux réponses "pas d'influence du tout", donnerait le classement suivant des pays:

Indice d'attitude à l'égard de l'influence du Marché commun

(maximum: +2,00 minimum: -2,00)

Allemagne	0,63
Luxembourg	0,54
Italie	0,48
Belgique	0,45
Pays-Bas	0,35
France	0,24

Les secteurs d'activité dans lesquels les personnes qui ont l'impression que le Marché commun a eu jusqu'ici une bonne influence sur leur région disent constater cette influence est partout l'industrie en premier lieu, et le commerce en deuxième lieu; en Italie, le tourisme vient pratiquement à égalité avec le commerce.

En revanche ceux qui attribuent une mauvaise influence au Marché commun citent partout en premier lieu l'agriculture (abstraction faite du Luxembourg où l'échantillon est trop petit pour que la ventilation des réponses soit statistiquement significative). (Voir tableau 8 ter) (8).

##### 5. L'influence escomptée du Marché commun sur la région

Il avait paru intéressant de chercher à savoir ce que les personnes interrogées pensaient de l'influence que le Marché commun pourrait avoir sur leur région d'ici dix ou quinze ans, et de comparer les réponses avec celles qui seraient données en ce qui concerne les effets actuels:

"Et dans les dix ou quinze ans qui viennent, pensez-vous que le Marché commun européen aura sur votre région: une très bonne influence, plutôt une bonne influence, etc...?"

Les résultats montrent un double glissement, lorsque le facteur temps est introduit:

- d'une part, le pourcentage de ceux qui ne se prononcent pas augmente légèrement dans tous les pays, ce qui n'est pas surprenant car, par définition, le futur est plus aléatoire que le présent; toutefois, on remarque que le pourcentage de ceux qui répondent "pas d'influence" diminue dans tous les pays, ce qui est l'indice d'une sorte d'implication latente: on n'y voit pas très clair actuellement, mais on a l'espoir d'y voir plus clair dans l'avenir;
- d'autre part, le pourcentage des personnes qui escomptent une bonne influence est partout, sauf au Luxembourg, nettement plus élevé que le pourcentage de celles qui constatent actuellement une bonne influence: non seulement on a l'espoir d'y voir plus clair, mais on escompte des résultats meilleurs; ce coefficient d'optimisme est particulièrement élevé en

---

(8) On ne saurait trop insister sur le fait que ce tableau donne la ventilation, d'une part, de réponses favorables au Marché commun, qui représentent entre 27% (France) et 55% (Allemagne) du nombre total des personnes interrogées dans chaque pays, et, d'autre part, de réponses défavorables, qui représentent seulement de 8 ou 10% (Italie, Belgique, Luxembourg) à 12 ou 15% (France, Allemagne, Pays-Bas). En Allemagne, par exemple, toutes proportions gardées, ce sont 24% de l'ensemble des personnes interrogées qui constatent une bonne influence dans l'industrie, et 10% qui constatent une mauvaise influence dans l'agriculture.



Tableau 8 ter

SECTEUR DANS LEQUEL CETTE INFLUENCE EST PRINCIPALEMENT CONSTATEE

	Allemagne		Belgique		France		Italie		Luxembourg		Pays-Bas	
	Sur 100 personnes qui ont répondu:		Sur 100 personnes qui ont répondu:		Sur 100 personnes qui ont répondu:		Sur 100 personnes qui ont répondu:		Sur 100 personnes qui ont répondu:		Sur 100 personnes qui ont répondu:	
	"Bonne influence"	"Mauvaise influence"	"Bonne influence"	"Mauvaise influence"	"Bonne influence"	"Mauvaise influence"	"Bonne influence"	"Mauvaise influence"	"Bonne influence"	"Mauvaise influence"	"Bonne influence"	"Mauvaise influence"
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Industrie	44	8	50	21	35	15	39	17	45	24	37	19
Agriculture	13	75	11	44	18	59	15	60	12	24	16	55
Tourisme	8	1	5	-	12	-	18	2	7	3	12	1
Commerce	29	13	22	29	26	18	17	5	23	35	22	16
Transports et communications	4	1	6	1	3	1	3	-	7	3	6	1
Ne se prononcent pas	2	2	6	5	6	7	8	16	6	11	7	8
<b>Total</b>	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Rappel des pourcentages des réponses "bonne influence" et "mauvaise influence" dans l'ensemble des personnes interrogées	55	14	34	9	27	12	35	8	45	10	37	15

France, c'est-à-dire dans le pays où le pourcentage des personnes qui perçoivent actuellement une bonne influence est le plus bas (voir tableaux 9 et 9 bis) (9).

Tableau 9

ESTIMENT QUE LE MARCHÉ COMMUN AURA DANS LES DIX OU QUINZE ANS  
QUI VIENNENT UNE BONNE OU UNE MAUVAISE INFLUENCE SUR LEUR RÉGION

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
	%	%	%	%	%	%
Une très bonne influence	13	11	7	13	11	7
Plutôt une bonne influence	48	34	39	38	34	40
Pas d'influence du tout	9	10	7	10	25	8
Plutôt une mauvaise influence	10	6	5	3	6	9
Une très mauvaise influence	1	1	1	1	2	2
Ne se prononcent pas	19	38	41	35	22	34
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

(9) Les données des tableaux 8 et 9 seront croisées ultérieurement de façon à différencier pour chaque pays l'importance relative et les principales caractéristiques des personnes qui sont, en ce qui concerne l'influence du Marché commun:

- satisfaites et optimistes,
- satisfaites et pessimistes,
- insatisfaites et optimistes,
- insatisfaites et pessimistes,
- sans opinion sur les deux questions,
- etc...

Il est, en effet, très important, du point de vue de l'information, d'étudier l'intensité et la stabilité des attitudes qu'expriment les opinions recueillies. En outre, il serait intéressant de connaître la corrélation qui existe probablement entre les attitudes globales de satisfaction-dissatisfaction et d'optimisme-pessimisme, d'une part, et les autres attitudes révélées par les réponses à d'autres questions.

Tableau 9 bis

DIFFERENCE ENTRE L'INFLUENCE ACTUELLEMENT PERÇUE  
ET L'INFLUENCE ESCOMPTEE DU MARCHÉ COMMUN SUR LA RÉGION (x)

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
Une très bonne influence	0	+4	+4	+6	0	+2
Plutôt une bonne influence	+6	+7	+15	+10	0	+8
Pas d'influence du tout	-5	-13	-22	-13	-4	-8
Plutôt une mauvaise influence	-2	-1	-5	-3	-3	-3
Une très mauvaise influence	-1	-1	-1	-1	+1	-1
Ne se prononcent pas	+2	+4	+9	+1	+6	+2
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

(x) Différence entre les pourcentages du tableau 8 (influence actuelle) et du tableau 9 (influence escomptée).

Les secteurs d'activité dans lesquels une bonne influence est principalement escomptée sont l'industrie et le commerce, tandis que l'agriculture est presque partout celui qui suscite le plus d'inquiétude dans la population (voir tableau 9 ter) (10).

(10) La remarque mentionnée en note (8) ci-dessus s'applique également à ces données.

Tableau 9 ter

## SECTEUR DANS LEQUEL CETTE INFLUENCE EST PRINCIPALEMENT ATTENDUE

	Allemagne		Belgique		France		Italie		Luxembourg		Pays-Bas	
	Sur 100 personnes qui ont répondu:		Sur 100 personnes qui ont répondu:		Sur 100 personnes qui ont répondu:		Sur 100 personnes qui ont répondu:		Sur 100 personnes qui ont répondu:		Sur 100 personnes qui ont répondu:	
	"Bonne influence"	"Mauvaise influence"	"Bonne influence"	"Mauvaise influence"	"Bonne influence"	"Mauvaise influence"	"Bonne influence"	"Mauvaise influence"	"Bonne influence"	"Mauvaise influence"	"Bonne influence"	"Mauvaise influence"
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Industrie	44	12	49	17	38	16	38	21	45	35	37	25
Agriculture	12	71	11	37	19	53	18	46	10	22	15	48
Tourisme	7	1	6	3	12	4	15	8	4	-	10	2
Commerce	30	12	23	25	20	13	18	7	27	26	24	14
Transports et communications	4	-	6	5	4	-	3	1	9	4	5	2
Ne se prononcent pas	3	4	5	13	7	14	8	17	5	13	9	9
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
Rappel des pourcentages des réponses "bonne influence" et "mauvaise influence" dans l'ensemble des personnes interrogées	61	11	45	7	46	6	51	4	45	8	47	11

## 6. L'évolution des attitudes de 1967 à 1971

Des questions assez semblables à celles auxquelles les réponses viennent d'être examinées avaient déjà été posées en octobre-novembre 1967, dans le cadre d'une enquête internationale réalisée par l'Institut français d'opinion publique et Gallup international (11).

En quatre ans, l'impression de vivre dans une région qui se développe s'est renforcée dans tous les pays, sauf aux Pays-Bas. Les progrès les plus importants sont constatés en Allemagne (+34), en Italie (+18) et en Belgique (+17). On note, en Italie, une très forte diminution du pourcentage des personnes qui ne se prononcent pas (voir tableau 10).

Tableau 10

### ONT L'IMPRESSION DE VIVRE DANS UNE REGION EN DECLIN OU EN DEVELOPPEMENT

(Comparaison entre 1967 et 1971) (x)

	Allemagne		Belgique		France		Italie		Pays-Bas	
	1967	1971	1967	1971	1967	1971	1967	1971	1967	1971
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
En déclin	16	7	38	12	25	21	17	12	20	17
Qui se maintient	38	23	23	26	26	25	15	23	19	17
Plutôt en développement ou en fort développement	36	70	38	55	44	49	40	58	59	55
Ne se prononcent pas	10	-	1	7	5	5	28	7	2	11
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

(x) En 1967, la formulation de la question était la suivante:

"Avez-vous l'impression d'être dans une région

- tout à fait en déclin ou plutôt en perte de vitesse,

- qui se maintient bien,

- qui fait quelques progrès ou qui fait de très grands progrès?"

(11) "Le Marché commun et la vie des régions", rapport de S. de la BEAUMELLE, I.F.O.P., Paris 1967. Cette enquête n'avait pas été réalisée au Luxembourg. Dans les autres pays elle portait sur la population âgée de 16 ans et plus en Allemagne, de 18 ans et plus en Belgique, en Italie et aux Pays-Bas, de 20 ans et plus en France.

En ce qui concerne l'influence actuelle du Marché commun sur la région, on observe, de 1967 à 1971, certains changements d'attitude, qui sont différents de pays à pays:

- en Allemagne et, à un moindre degré en France et en Italie, le pourcentage de ceux qui attribuent au Marché commun une bonne influence est en augmentation; mais en même temps on constate un accroissement notable, en France, du pourcentage de ceux qui ne se prononcent pas et, en Italie, du pourcentage de ceux qui ne perçoivent pas d'influence du tout: ces deux types de réponses semblent exprimer une sorte d'attitude dubitative-négative en face d'un problème complexe, difficile à percevoir et à évaluer, mais dont on pense qu'il correspond à une orientation positive assez largement répandue dans le public;
- en Belgique et aux Pays-Bas, l'influence du Marché commun sur la région est jugée de façon moins favorable en 1971 qu'en 1967, mais dans aucun de ces deux pays n'augmente le pourcentage de ceux qui attribuent explicitement au Marché commun une mauvaise influence; en revanche, les pourcentages de ceux qui ne se prononcent pas sont en très forte augmentation: cette constatation confirme l'hypothèse suivant laquelle le refus de répondre (ou l'incapacité à répondre) ont probablement une coloration négative, lorsqu'il s'agit, comme cela paraît être ici le cas, d'une opinion dont celui qui l'exprime a plus ou moins conscience d'aller à contre-courant ou ne veut pas expliciter une attitude critique, qu'il ressent peut-être comme insuffisamment informée et qu'il consentirait à modifier s'il arrivait à y voir plus clair.

(Voir tableau 11).

S'agissant de l'influence escomptée, l'enquête de 1967 avait déjà montré que l'introduction du facteur temps avait pour double effet d'augmenter, d'une part, le pourcentage des personnes qui ne se prononcent pas et, d'autre part, le pourcentage de celles qui donnent une réponse favorable au Marché commun.

On vient de voir (tableau 9 bis) que l'introduction du temps avait le même effet en 1971. Mais, d'un sondage à l'autre, les pourcentages des personnes qui constatent une bonne influence et de celles qui escomptent une telle influence a varié assez fortement de pays à pays:

- dans les deux pays où les opinions favorables étaient relativement les moins nombreuses en 1967 (France et Italie), l'image s'est nettement améliorée, mais l'image favorable du Marché commun futur progresse plus vite en Italie que l'image du Marché commun actuel, tandis que c'est l'inverse en France;

Tableau 11

**ESTIMENT QUE LE MARCHÉ COMMUN A EU JUSQU'ICI  
UNE BONNE OU UNE MAUVAISE INFLUENCE SUR LEUR RÉGION**

(Comparaison entre 1967 et 1971)

	Allemagne		Belgique		France		Italie		Pays-Bas	
	1967	1971	1967	1971	1967	1971	1967	1971	1967	1971
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Une très bonne influence ou plutôt une bonne influence	46	55	53	34	22	27	33	35	56	37
Pas d'influence du tout	17	14	24	23	31	29	14	23	20	16
Plutôt une mauvaise influence ou une très mauvaise influence	18	14	21	9	25	12	9	8	16	15
Ne se prononcent pas	19	17	2	34	22	32	44	34	8	32
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

- en Allemagne, les attitudes à l'égard du Marché commun actuel et du Marché commun futur progressent au même rythme;
  - en Belgique et aux Pays-Bas, où les opinions favorables étaient les plus nombreuses en 1967, l'image s'est détériorée, notamment aux Pays-Bas.
- (Voir tableaux 12 et 13).

**7. Le rôle des autorités régionales et des autorités européennes**

Les attitudes du public en ce qui concerne la répartition des compétences entre les autorités régionales, nationales et européennes sont assez mal connues. Le problème est débattu dans la presse et a pris, dans certains pays comme l'Italie et la France, une grande importance politique, mais aucune étude internationale n'avait été entreprise jusqu'à présent. Comme premier jalon d'une étude qui reste à faire, une question a été posée, dans l'enquête de juillet 1971, sous la forme suivante:

Tableau 12

ESTIMENT QUE LE MARCHÉ COMMUN AURA DANS L'AVENIR  
UNE BONNE OU UNE MAUVAISE INFLUENCE SUR LEUR RÉGION

(Comparaison entre 1967 et 1971) (x)

	Allemagne		Belgique		France		Italie		Pays-Bas	
	1967	1971	1967	1971	1967	1971	1967	1971	1967	1971
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Une très bonne influence ou plutôt une bonne influence	51	61	67	45	40	46	39	51	62	47
Pas d'influence du tout	9	9	15	10	5	7	4	10	12	8
Plutôt une mauvaise influence ou une très mauvaise influence	12	11	14	7	15	6	5	4	13	11
Ne se prononcent pas	28	19	4	38	40	41	52	35	13	34
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

(x) La question portait, en 1967, sur la situation "dans dix ans" et, en 1971, sur "les dix ou quinze ans qui viennent".

Tableau 13

L'INFLUENCE FAVORABLE ACTUELLEMENT PERÇUE OU ESCOMPTÉE  
DU MARCHÉ COMMUN SUR LA RÉGION

(Indices 1971 sur la base 100 en 1967) (x)

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Pays-Bas
Bonne influence escomptée	120	67	115	131	76
Bonne influence constatée	120	64	123	106	66

(x) Indice calculé d'après les réponses "bonne influence" dans les tableaux 11 et 12.



"Parmi les problèmes que vous jugez importants y en a-t-il qui dépendent actuellement du gouvernement et qui seraient mieux traités à votre avis par les autorités régionales?"

"Et y en a-t-il qui dépendent actuellement du gouvernement et qui seraient mieux traités par les autorités européennes?" (12)

En ce qui concerne les autorités européennes, les pourcentages de réponses sont assez semblables d'un pays à l'autre: mis à part le Luxembourg où le problème se pose évidemment dans des termes très différents, 20 à 30% des personnes interrogées estiment que des problèmes importants seraient mieux traités par les autorités européennes que par le gouvernement national (voir tableau 14).

En ce qui concerne les autorités régionales, les opinions diffèrent beaucoup d'un pays à l'autre: en France, pays très centralisé politiquement et administrativement, 54% des personnes interrogées estiment que les problèmes importants seraient mieux traités par les autorités régionales; en Allemagne, la proportion est seulement de 17%; en Belgique, aux Pays-Bas et en Italie, elle se situe entre 35 et 39% (voir tableau 14).

A ces deux questions le pourcentage des personnes qui ne se prononcent pas est très élevé: entre le tiers et la moitié. Parmi celles qui se prononcent, à peu près une sur deux serait en faveur d'un transfert de compétences aux autorités européennes; huit sur dix en France seraient pour un transfert aux autorités régionales, alors qu'en Allemagne sept sur dix sont d'un avis contraire, c'est-à-dire préféreraient un renforcement des compétences du "Bund" par rapport à celles des "Länder" (voir tableau 14 bis).

Les problèmes cités à titre d'exemple comme devant ressortir plutôt à la compétence des autorités régionales ou à celle des autorités européennes sont assez différents suivant les pays:

- apparaissent comme devant relever plutôt des autorités régionales: la politique culturelle en Allemagne et au Luxembourg, les problèmes d'implantation industrielle en Belgique, les problèmes agricoles en Italie, les problèmes de logement, d'urbanisme et de construction en France;
- apparaissent comme devant relever plutôt des autorités européennes: la politique extérieure et la politique économique et financière en Allemagne, les problèmes de la route en Belgique et au Luxembourg, les problèmes de l'industrie, de la planification et du développement industriel, ainsi que les problèmes agricoles, en Italie.

---

(12) Les deux questions ont été posées en "split ballot", mais, dans la plupart des pays, on constate peu de différences dans les réponses suivant l'ordre des questions.





II

LES PROBLEMES AGRICOLES

## II

LES PROBLEMES AGRICOLES1. Les manifestations d'agriculteurs

Le 25 mars 1971, près de cent mille paysans venus des six pays de la Communauté européenne ont manifesté violemment, à Bruxelles, contre la politique agricole commune ou, plus exactement, ont exprimé dans la rue leur inquiétude et leur exaspération face à une société qui ne leur accordait pas les conditions de vie, de travail et de rémunération auxquelles ils prétendaient avoir droit. Cette manifestation dramatique - un mort, environ cent cinquante blessés - et, pour la première fois, supranationale faisait suite à de nombreuses autres grandes manifestations qui avaient eu lieu dans la plupart des pays de la Communauté européenne. Comment le grand public juge-t-il ces manifestations d'agriculteurs?

"Depuis quelques temps, il y a d'importantes manifestations d'agriculteurs dans de nombreux pays. D'une manière générale êtes-vous personnellement 'pour' ou 'contre' ces manifestations?"

"Et quand les manifestants vont jusqu'à des actions violentes, dans quelle mesure êtes-vous ou non de leur côté?"

Dans tous les pays de la Communauté, la proportion des personnes qui sont pour les grandes manifestations d'agriculteurs est supérieure à celle des personnes qui sont contre; la différence est particulièrement forte en Italie, en Belgique et en France (voir tableau 15).

Mais quand les manifestants vont jusqu'à des actions violentes, cette attitude favorable aux manifestations diminue fortement. Parmi ceux qui étaient "tout à fait pour" ou "plutôt pour", le pourcentage des attitudes favorables tombe à 6% en Allemagne et 15 à 20% dans les autres pays (voir tableau 15 bis).

Tableau 15"POUR" OU "CONTRE" LES GRANDES MANIFESTATIONS D'AGRICULTEURS

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
	%	%	%	%	%	%
Tout à fait "pour"	20	27	13	39	19	17
Plutôt "pour"	28	28	37	29	27	29
Plutôt "contre"	29	18	24	12	27	21
Tout à fait "contre"	17	17	15	9	17	19
Ne se prononcent pas	6	10	11	11	10	14
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Tableau 15 bis

"POUR" OU "CONTRE" LES GRANDES MANIFESTATIONS D'AGRICULTEURS  
QUAND LES MANIFESTANTS VONT JUSQU'A DES ACTIONS VIOLENTES

(Sur 100 personnes qui se sont prononcées "pour" les manifestations)

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
	%	%	%	%	%	%
Tout à fait "pour"	2	4	5	6	7	4
Plutôt "pour"	4	10	12	7	11	11
Plutôt "contre"	29	24	37	26	31	22
Tout à fait "contre"	63	61	41	57	49	56
Ne se prononcent pas	2	1	5	4	2	7
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
Rappel des pourcentages des réponses "pour les manifestations" dans l'ensemble des personnes interrogées	48	55	50	68	46	46



Ces difficultés sont principalement attribuées à l'insuffisance des prix payés aux producteurs agricoles et au trop grand nombre d'exploitations trop petites pour être rentables. Les Français et les Italiens mentionnent fréquemment aussi la mauvaise organisation de la vente des produits agricoles (voir tableau 17).

Tableau 17

A QUOI SONT DUES SURTOUT LES DIFFICULTES DES AGRICULTEURS

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
	%	%	%	%	%	%
A l'insuffisance des prix payés aux producteurs agricoles	44	51	40	45	39	47
Au niveau trop élevé des prix des produits industriels utilisés par les agriculteurs	11	9	11	9	12	10
Au trop grand nombre d'exploitations trop petites pour être rentables	31	21	21	17	27	28
A la mauvaise organisation de la vente des produits agricoles	8	8	19	23	7	4
Autres réponses	1	2	2	1	4	3
Ne se prononcent pas	5	9	7	5	11	8
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

"Au sujet de l'agriculture, on entend un certain nombre d'opinions contradictoires. Laquelle des deux phrases suivantes correspond le mieux à votre opinion personnelle:

- l'agriculture est un secteur d'activité qu'il faut préserver, même s'il n'est pas aussi rentable que les autres,
- l'agriculture est une activité économique comme les autres?"

Dans tous les pays, sauf au Luxembourg, la majorité des personnes interrogées estime que l'agriculture est un secteur d'activité qu'il faut



préserver, même s'il n'est pas aussi rentable que les autres (voir tableau 18).

Tableau 18

L'AGRICULTURE COMPAREE AUX AUTRES ACTIVITES

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
	%	%	%	%	%	%
L'agriculture est un secteur d'activité qu'il faut préserver, même s'il n'est pas aussi rentable que les autres	58	58	56	68	45	54
L'agriculture est une activité économique comme les autres	38	30	37	25	47	36
Ne se prononcent pas	4	12	7	7	8	10
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

L'agriculture est-elle un métier d'avenir pour les jeunes?

"D'une manière générale, pensez-vous que (dans votre pays), aujourd'hui, vous conseilleriez à un fils d'agriculteur âgé de 15 à 20 ans: plutôt de rester agriculteur ou plutôt de chercher un autre métier?"

"Plus précisément, à supposer qu'un fils d'agriculteur de votre région, capable et travailleur, ne trouve pas des conditions satisfaisantes dans l'exploitation de son père, que lui conseilleriez-vous de faire entre les possibilités suivantes: chercher une autre exploitation agricole; se préparer à une profession très liée à l'agriculture (par exemple, le travail dans une coopérative, un organisme d'enseignement ou de crédit agricole, etc.); se préparer à une profession qui n'a plus rien à voir avec l'agriculture?"

Sauf en France et en Italie, où les opinions sont plus partagées, la majorité des personnes interrogées conseillerait à un fils d'agriculteur de chercher un autre métier, plutôt que de rester dans l'agriculture. Cette

opinion est particulièrement forte aux Pays-Bas et en Belgique (voir tableau 19).

Tableau 19

CONSEILLERAIENT A UN FILS D'AGRICULTEUR DE RESTER DANS L'AGRICULTURE  
OU DE CHERCHER UN AUTRE METIER

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
	%	%	%	%	%	%
Plutôt de rester dans l'agriculture	29	18	41	39	29	18
Plutôt de chercher un autre métier	52	63	35	45	49	66
Ne se prononcent pas	19	19	24	16	22	16
Total	100	100	100	100	100	100

Plus précisément, à supposer qu'un fils d'agriculteur ne trouve pas des conditions satisfaisantes dans l'exploitation de son père, quatre ou cinq personnes sur dix en Allemagne, en France, au Luxembourg et aux Pays-Bas lui conseilleraient de se préparer à une profession très liée à l'agriculture (par exemple, travail dans une coopérative, un organisme d'enseignement ou de crédit agricole, etc...). Mais, sauf en France, trois ou quatre personnes sur dix conseilleraient plutôt à ce fils d'agriculteur de se préparer à une profession n'ayant plus rien à voir avec l'agriculture. La France apparaît finalement comme le pays où l'attachement symbolique et affectif à l'agriculture est le plus répandu dans la population, et la Belgique comme le pays où cet attachement est le moins marqué (voir tableau 20).

Cet attachement des Français à l'agriculture a sans doute des origines historiques très anciennes - de la politique de Sully au temps d'Henri IV ("labourage et paturage") jusqu'au "retour à la terre" du Gouvernement Pétain - et s'enracine dans le fonds culturel de la nation; mais il repose aussi sur la perception de difficultés d'emploi que l'on ne trouve pas au même degré dans les autres pays, exception faite de l'Italie. Dans ces deux pays, six sur dix des personnes interrogées estiment qu'il est plutôt difficile pour un fils d'agriculteur de trouver un emploi dans un autre métier (voir tableau 21).



En définitive, dans la plupart des pays de la Communauté, mais particulièrement en Italie et aux Pays-Bas, la population est consciente des difficultés propres des agriculteurs. En Italie plus qu'aux Pays-Bas et dans les autres pays, les grandes manifestations d'agriculteurs ont le soutien du public, du moins tant qu'elles ne dégénèrent pas en actions violentes. L'agriculture est partout considérée par une grande partie de la population, notamment en Italie, comme un secteur à préserver.

Néanmoins, l'agriculture n'est pas considérée comme un métier d'avenir: c'est, par exemple, l'opinion largement prédominante aux Pays-Bas et en Belgique; les Français et les Italiens sont plus partagés sur ce point. Un fils d'agriculteur devrait plutôt chercher un autre métier, soit dans une profession liée à l'agriculture, soit (Belgique) dans une toute autre profession.

En France et en Italie, une grande partie de la population ressent les difficultés que rencontre un fils d'agriculteur pour trouver un emploi dans un autre métier.

### 3. La connaissance du Plan Mansholt et les attitudes du public à son égard

"Avez-vous déjà entendu parler du Plan Mansholt?"

"D'après ce que vous en savez, pensez-vous que le Plan Mansholt est plutôt une bonne ou plutôt une mauvaise chose?"

Plus de huit Italiens sur dix (84%), quatre à six personnes sur dix en Allemagne, en Belgique, au Luxembourg et en France, trois personnes sur dix aux Pays-Bas n'ont jamais entendu parler du Plan Mansholt (voir tableau 22).

Parmi ceux qui en ont entendu parler, seulement un sur quatre en France et aux Pays-Bas, près de quatre sur dix en Allemagne, en Belgique, au Luxembourg et aux Pays-Bas, un sur deux en Italie pensent que c'est plutôt une bonne chose (voir tableau 22 bis).

### 4. Les effets du Marché commun sur l'agriculture et sur l'industrie

Ainsi qu'on l'a vu plus haut (tableau 8 ter), les personnes qui attribuent au Marché commun une mauvaise influence sur leur région citent en premier les effets sur l'agriculture; au contraire, celles qui lui attribuent une bonne influence citent en premier lieu les effets sur l'industrie.

De même, lorsque l'on explore, au moyen d'autres questions, comment les personnes interrogées voient les effets du Marché commun sur l'agriculture et sur l'industrie de leur pays, on obtient des résultats semblables aux premiers:

Tableau 22

LES OPINIONS SUR LE PLAN MANSHOLT

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
	%	%	%	%	%	%
Ont entendu parler du Plan Mansholt	56	56	38	16	49	68
dont:						
- pensent que c'est plutôt une bonne chose	22	20	10	8	19	25
- pensent que c'est plutôt une mauvaise chose	13	16	9	3	11	10
- ne se prononcent pas	21	20	19	5	19	33
N'ont pas entendu parler du Plan Mansholt	44	44	62	84	51	32
Total	100	100	100	100	100	100

Tableau 22 bis

LES OPINIONS SUR LE PLAN MANSHOLT

(Sur 100 personnes qui en ont entendu parler)

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
	%	%	%	%	%	%
Plutôt une bonne chose	39	36	26	50	39	37
Plutôt une mauvaise chose	23	28	24	19	22	15
Ne se prononcent pas	38	36	50	31	39	48
Total	100	100	100	100	100	100
Rappel des pourcentages des personnes qui ont entendu parler du Plan Mansholt dans l'ensemble des personnes interrogées	56	56	38	16	49	68

"Actuellement, pensez-vous que le Marché commun est dans l'ensemble: bon pour l'agriculture des six pays, mauvais pour l'agriculture des six pays, bon pour l'agriculture de certains pays et mauvais pour l'agriculture des autres pays?"

"Les agriculteurs (de votre pays) sont-ils plutôt avantagés ou plutôt désavantagés?"

(Même question en ce qui concerne l'industrie)

En premier lieu, les pourcentages de ceux qui ne se prononcent pas sont très élevés: 20 à 25% au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Allemagne; un peu plus de 35% en Belgique et en Italie; plus de 45% en France.

Parmi ceux qui se prononcent, deux opinions dominent en ce qui concerne l'agriculture:

- les Allemands (57%) et les Néerlandais (44%) estiment en majorité que le Marché commun désavantage plutôt les agriculteurs de leur pays;
- les Italiens (54%) et les Luxembourgeois (51%) estiment en majorité que le Marché commun est bon pour l'agriculture des six pays; en outre, 37% des Luxembourgeois répondent que leur agriculture est plutôt avantagée;
- en Belgique et en France, les réponses se partagent à peu près également entre ces deux opinions.

En ce qui concerne l'industrie, au contraire, l'opinion dominante est que le Marché commun est bon pour les six pays: six ou sept sur dix des personnes qui se prononcent sont de cet avis. (Voir tableaux 23, 23 bis, 24 et 24 bis).







III

DU MARCHÉ COMMUN

A L'UNIFICATION POLITIQUE DE L'EUROPE

## III

DU MARCHÉ COMMUN  
A L'UNIFICATION POLITIQUE DE L'EUROPE

1. L'image globale du Marché commun

Recueillir un jugement sur le Marché commun et sur les effets qui lui sont attribués sur le développement régional, sur l'agriculture ou sur l'industrie ne permet pas de préciser suffisamment l'image que s'en font les personnes interrogées. Est-il principalement considéré comme apportant un stimulant à la modernisation de l'industrie, ou comme facilitant la vente des produits nationaux (industriels ou agricoles) à l'extérieur, ou encore ouvrant la porte à des produits étrangers (lesquels peuvent être perçus comme un meilleur approvisionnement ou comme un risque de concurrence pour la production nationale)?

Ces questions ont été posées. Les réponses permettent de dégager quelques indications, qui seront précisées ultérieurement par des analyses croisées de l'ensemble des réponses et comparées suivant l'âge des répondants, la profession, la région de résidence, etc...

Une première constatation porte sur le pourcentage élevé, dans trois des pays de la Communauté, des personnes qui ne se prononcent pas ou se déclarent sans opinion: 36% en Belgique, 29% en Italie, 27% en France, contre 22% aux Pays-Bas, 20% au Luxembourg et 18% en Allemagne (13).

Dans presque tous les pays, l'aspect du Marché commun qui est cité en premier - ce qui exprime sans doute l'image prédominante que l'on s'en fait - est qu'il ouvre la porte à des produits étrangers; c'est surtout en France que cet aspect l'emporte sur tous les autres. Au Luxembourg, le public est surtout sensible à la vente des produits industriels et au meilleur approvisionnement des consommateurs. En Italie, l'image est plus équilibrée.

Partout, même en France, le fait que le Marché commun facilite la vente des produits agricoles à l'extérieur est le moins bien perçu. (Voir tableaux 25 et 25 bis).

---

13) Il s'agit du pourcentage moyen des personnes qui ne se prononcent pas ou se déclarent sans opinion pour les cinq questions posées.

Tableau 25

L'IMAGE GLOBALE DU MARCHÉ COMMUN

- A. "Le Marché commun stimule la modernisation de l'industrie de notre pays"  
 B. "Il facilite la vente de nos produits à l'extérieur du pays et développe ainsi notre production nationale"  
 C. "Il permet un meilleur approvisionnement pour les consommateurs de notre pays"  
 D. "Il ouvre la porte à des produits étrangers qui concurrencent nos produits"  
 E. "Il facilite la vente de nos produits agricoles à l'extérieur du pays"

	Allemagne				
	A	B	C	D	E
	%	%	%	%	%
Tout à fait d'accord	34	36	40	47	19
Plutôt d'accord	36	37	35	31	22
Sans opinion	13	10	11	9	14
Plutôt pas d'accord	8	8	7	6	22
Pas du tout d'accord	2	2	2	2	13
Ne se prononcent pas	7	7	5	5	10
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

	Belgique				
	A	B	C	D	E
	%	%	%	%	%
Tout à fait d'accord	31	29	34	37	21
Plutôt d'accord	26	29	26	23	20
Sans opinion	14	12	11	11	15
Plutôt pas d'accord	3	5	4	5	12
Pas du tout d'accord	2	2	2	2	7
Ne se prononcent pas	24	23	23	22	25
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

France					
	A	B	C	D	E
	%	%	%	%	%
Tout à fait d'accord	29	22	23	49	17
Plutôt d'accord	36	39	37	29	30
Sans opinion	17	16	16	8	18
Plutôt pas d'accord	5	8	8	4	15
Pas du tout d'accord	2	2	4	1	6
Ne se prononcent pas	11	13	12	9	14
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Italie					
	A	B	C	D	E
	%	%	%	%	%
Tout à fait d'accord	28	27	22	30	20
Plutôt d'accord	38	39	37	33	33
Sans opinion	7	7	11	8	7
Plutôt pas d'accord	3	7	5	7	13
Pas du tout d'accord	1	2	2	3	7
Ne se prononcent pas	23	18	23	19	20
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

	Luxembourg				
	A	B	C	D	E
	%	%	%	%	%
Tout à fait d'accord	59	61	68	52	46
Plutôt d'accord	12	15	11	12	9
Sans opinion	9	5	5	7	10
Plutôt pas d'accord	4	4	7	13	11
Pas du tout d'accord	2	2	2	3	6
Ne se prononcent pas	14	13	7	13	18
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

	Pays-Bas				
	A	B	C	D	E
	%	%	%	%	%
Tout à fait d'accord	33	32	38	45	24
Plutôt d'accord	36	35	32	27	29
Sans opinion	24	22	20	20	25
Plutôt pas d'accord	6	8	7	5	16
Pas du tout d'accord	1	3	3	3	6
Ne se prononcent pas	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Tableau 25 bis

L'IMAGE PREDOMINANTE DU MARCHE COMMUN DANS CHAQUE PAYS (x)

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
Stimule la modernisation de l'industrie	0,99	1,07	0,96	1,16	1,42	0,94
Facilite la vente des produits (industriels) à l'extérieur	1,04	1,01	0,82	1,00	1,48	0,85
Permet un meilleur approvisionnement pour les consommateurs	1,09	1,12	0,81	0,94	1,46	0,95
Ouvre la porte à des produits étrangers	1,21	1,13	1,49	0,99	1,11	1,06
Facilite la vente des produits agricoles	0,13	0,48	0,43	0,58	0,95	0,49

(x) Indice calculé en affectant d'un coefficient 2 les réponses "Tout à fait d'accord" et "Pas du tout d'accord", d'un coefficient 1 les réponses "Plutôt d'accord" et "Plutôt pas d'accord", d'un coefficient 0 les réponses "Sans opinion", et en rapportant la différence entre les réponses positives et les réponses négatives au pourcentage total des personnes qui se prononcent. Le maximum est de +2,00 et le minimum de -2,00.

## 2. L'attachement au Marché commun

Les incertitudes ou appréhensions qui se révèlent dans le public au sujet des divers aspects ou effets du Marché commun sont confirmées par les réponses à une autre question:

"Si on vous annonçait demain que le Marché commun est abandonné, éprouveriez-vous de grands regrets, un vif soulagement ou est-ce que cela vous serait égal?"

Un Allemand sur deux et quatre Néerlandais sur dix éprouveraient de grands regrets. Dans les autres pays, cette réponse est donnée par 25% (Belgique) à 36% (Luxembourg) des personnes interrogées et, dans tous ces pays, le pourcentage des personnes qui répondent que cela leur serait égal est plus élevé. D'après ces réponses, c'est donc en Allemagne que le Marché commun serait le plus populaire; en Belgique et en France qu'il le serait le moins (voir tableau 26).

Tableau 26

EPROUVERAIENT DES REGRETS OU DU SOULAGEMENT  
SI LE MARCHÉ COMMUN ÉTAIT ABANDONNÉ

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
	%	%	%	%	%	%
De grands regrets	52	25	31	35	36	40
Un vif soulagement	7	4	5	3	6	10
Cela leur serait égal	29	53	52	38	42	35
Ne se prononcent pas	12	18	12	24	16	15
Total	100	100	100	100	100	100

### 3. L'élargissement du Marché commun

L'enquête de 1970 avait montré que la grande majorité des personnes interrogées dans les six pays de la Communauté était en faveur de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Cette majorité allait de six personnes sur dix en France à plus de huit sur dix aux Pays-Bas (14).

La question n'a pas été reposée sous cette forme, dans l'enquête de 1971, mais sous la forme suivante:

"Très probablement, quatre autres pays d'Europe vont entrer en 1973 dans le Marché commun (...). A votre avis, est-ce que l'élargissement du Marché commun, qui comptera alors dix pays d'Europe, sera plutôt une bonne chose ou plutôt une mauvaise chose pour l'agriculture (de votre pays), pour l'industrie (de votre pays) et pour votre région considérée en elle-même?"

Dans les réponses à cette question, on trouve une forte proportion de personnes qui ne se prononcent pas, notamment en Belgique, en France et en Italie. La question étant plus précise qu'en 1970, cette proportion est partout plus élevée.

Parmi les personnes qui se prononcent, soit les trois quarts des personnes interrogées en Allemagne (75%) sept sur dix au Luxembourg et aux Pays-Bas, environ six sur dix en Italie (61%), en France (57%) et en Belgique (55%), la majorité estime que l'élargissement sera plutôt une bonne chose pour l'industrie nationale et même pour la région. Les avis sont plus partagés en ce qui concerne les effets sur l'agriculture, notamment en Allemagne et en Belgique (voir tableaux 27 et 27 bis).

(14) Rappel des résultats de février 1970 à la question: "Etes-vous pour ou contre l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun?":

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
	%	%	%	%	%	%
Pour	70	65	60	65	72	82
Contre	9	7	15	12	6	7
Ne se prononcent pas	21	28	25	23	22	11
Total	100	100	100	100	100	100



Tableau 27

**LES EFFETS ATTENDUS DE L'ELARGISSEMENT DU MARCHÉ COMMUN  
POUR L'AGRICULTURE, POUR L'INDUSTRIE ET POUR LA REGION**

	Allemagne			Belgique			France			Italie			Luxembourg			Pays-Bas		
	Pour l'agriculture	Pour l'industrie	Pour votre région	Pour l'agriculture	Pour l'industrie	Pour votre région	Pour l'agriculture	Pour l'industrie	Pour votre région	Pour l'agriculture	Pour l'industrie	Pour votre région	Pour l'agriculture	Pour l'industrie	Pour votre région	Pour l'agriculture	Pour l'industrie	Pour votre région
Plutôt une bonne chose	39	69	52	33	49	37	40	49	37	53	58	42	52	66	50	48	63	43
Plutôt une mauvaise chose	40	11	14	25	12	10	21	12	12	13	10	7	19	8	12	28	12	11
Ne se prononcent pas	21	20	34	42	39	53	39	39	51	34	32	51	29	26	38	24	25	46
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
<b>MOYENNE DES TROIS REPONSES</b>																		
	Allemagne			Belgique			France			Italie			Luxembourg			Pays-Bas		
Plutôt une bonne chose	53			40			42			51			56			51		
Plutôt une mauvaise chose	22			15			15			10			13			17		
Ne se prononcent pas	25			45			43			39			31			32		
<b>Total</b>	<b>100</b>			<b>100</b>			<b>100</b>			<b>100</b>			<b>100</b>			<b>100</b>		

Tableau 27 bis

LES EFFETS ATTENDUS DE L'ELARGISSEMENT DU MARCHÉ COMMUN  
POUR L'AGRICULTURE, POUR L'INDUSTRIE ET POUR LA REGION

(Sur 100 personnes qui se prononcent)

	Allemagne			Belgique			France			Italie			Luxembourg			Pays-Bas		
	Pour l'a-gri-cul-ture	Pour l'in-dus-trie	Pour votre ré-gion	Pour l'a-gri-cul-ture	Pour l'in-dus-trie	Pour votre ré-gion	Pour l'a-gri-cul-ture	Pour l'in-dus-trie	Pour votre ré-gion	Pour l'a-gri-cul-ture	Pour l'in-dus-trie	Pour votre ré-gion	Pour l'a-gri-cul-ture	Pour l'in-dus-trie	Pour votre ré-gion	Pour l'a-gri-cul-ture	Pour l'in-dus-trie	Pour votre ré-gion
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Plutôt une bonne chose	49	86	79	57	80	79	66	80	76	80	85	86	73	89	81	63	84	80
Plutôt une mauvaise chose	51	14	21	43	20	21	34	20	24	20	15	14	27	11	19	37	16	20
<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>
<b>MOYENNE DES TROIS REPONSES</b>																		
	Allemagne			Belgique			France			Italie			Luxembourg			Pays-Bas		
	%			%			%			%			%			%		
Plutôt une bonne chose	71			72			74			84			81			76		
Plutôt une mauvaise chose	29			28			26			16			19			24		
<b>Total</b>	<b>100</b>			<b>100</b>			<b>100</b>			<b>100</b>			<b>100</b>			<b>100</b>		

#### 4. L'unification politique de l'Europe

Une première question avait pour objet de mesurer l'attitude générale du public:

"Etes-vous pour ou contre l'évolution du Marché commun vers la formation politique des Etats-Unis d'Europe?"

L'attitude des personnes interrogées au sujet de l'évolution du Marché commun vers la formation politique des Etats-Unis d'Europe est nettement positive, notamment en Italie, en Allemagne, aux Pays-Bas et au Luxembourg. Dans tous les pays, elle a cependant tendance à être moins positive en 1971 qu'en 1970 (voir tableaux 28 et 28 bis).

A ne considérer que les réponses des personnes qui se prononcent, on constate que huit sur dix environ - et même neuf sur dix en Italie - sont favorables. Mais de 1970 à 1971 une certaine opposition, qui reste très minoritaire, a augmenté partout, notamment au Luxembourg (voir tableaux 28 ter et 28 quater).





Une autre question qui avait paru très discriminante à l'analyse des résultats de 1970 a été posée de nouveau en 1971:

"Seriez-vous disposé à faire certains sacrifices personnels, par exemple sur le plan financier, pour que l'unification européenne se fasse?"

En 1971 comme en 1970, deux à quatre personnes interrogées sur dix répondent positivement, mais on constate une légère diminution d'une année à l'autre (voir tableau 29).

Tableau 29

SERAIENT DISPOSES A FAIRE CERTAINS SACRIFICES PERSONNELS  
POUR QUE L'UNIFICATION DE L'EUROPE SE FASSE

	Allemagne		Belgique		France		Italie		Luxembourg		Pays-Bas	
	1970	1971	1970	1971	1970	1971	1970	1971	1970	1971	1970	1971
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Tout à fait disposés	13	13	5	5	5	6	7	12	6	9	9	8
Assez disposés	29	25	18	16	22	21	29	24	31	30	34	24
Peu disposés	24	27	19	16	22	16	20	16	21	29	19	20
Pas du tout disposés	27	27	47	45	41	42	34	24	29	19	32	48
Ne se prononcent pas	7	8	11	18	10	15	10	24	13	13	6	
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Si, pour tenter de mesurer l'intensité de l'attachement à l'unification politique de l'Europe, telle que mesurée par les réponses à cette question, on affecte d'un coefficient 2 les réponses "Tout à fait disposés" et "Pas du tout disposés", et d'un coefficient 1 les réponses "Assez disposés" et "Peu disposés", on constate qu'en 1971 comme en 1970 l'attachement le plus grand se situe en Allemagne et l'attachement le plus faible en Belgique. D'autre part, l'attachement a diminué dans tous les pays, sauf en France où il est

resté à peu près constant, en Italie et au Luxembourg où il a augmenté; la diminution la plus importante est observée aux Pays-Bas (voir tableau 29 bis).

Tableau 29 bis

INTENSITE DE LA DISPOSITION A ACCEPTER CERTAINS SACRIFICES PERSONNELS  
POUR QUE L'UNIFICATION DE L'EUROPE SE FASSE (x)

	Allemagne		Belgique		France		Italie		Luxembourg		Pays-Bas	
	1970	1971	1970	1971	1970	1971	1970	1971	1970	1971	1970	1971
Tout à fait disposés et assez disposés	55	51	28	26	32	33	43	48	43	48	52	40
Peu disposés et pas du tout disposés	78	81	113	106	104	100	88	64	79	67	83	(100)
Ne se prononcent pas	7	8	11	18	10	15	10	24	13	13	6	(8)

(x) Les réponses "Tout à fait disposés" et "Pas du tout disposés" ont été affectées d'un coefficient 2, et les réponses "Assez disposés" et "Peu disposés" d'un coefficient 1.  
Le partage pour les Pays-Bas (résultats de 1971) entre les réponses "Pas du tout disposés" et les non-réponses a été fait en prenant la même proportion qu'en 1970.

Les attitudes du public à l'égard de l'unification politique de l'Europe apparaissent finalement comme assez ambiguës: favorables au Marché commun et à son élargissement, mais avec des réserves, notamment en ce qui concerne l'agriculture; favorables à l'unification politique de l'Europe, mais beaucoup moins à l'acceptation de sacrifices personnels pour que cette unification se fasse. S'agit-il, comme certains auteurs le pensent, d'une "idéologie déconnectée", d'un engouement superficiel pour un vieux rêve historique dont la réalisation s'éloignerait à mesure que le temps passe? Pour tenter de cerner de façon plus précise les attitudes sous-jacentes aux opinions recueillies en réponse à un questionnaire, à l'occasion d'un sondage, la question suivante a été posée:

"Certains disent que les peuples de l'Europe ne sont pas mûrs pour former ensemble une grande unité politique, avec Gouvernement européen et Parlement européen. Vous personnellement, êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des opinions suivantes:

- A. Les pays d'Europe sont trop différents quant à leur taille et à leur puissance pour arriver à former ensemble une grande unité politique.
- B. Les Etats-Unis d'Europe existeront peut-être un jour, mais cela prendra encore au moins une vingtaine d'années.
- C. Les peuples d'Europe prennent de plus en plus conscience de leurs intérêts communs dans tous les domaines.
- D. Dans tous les pays du Marché commun, le grand public est déjà prêt à aller plus loin dans l'unification que les gouvernements."

A ces questions, comme à toutes celles qui sont relativement précises ou contraignantes au sujet de l'unification de l'Europe, on constate un pourcentage assez important de non-réponses: environ 35% des personnes interrogées en Belgique, 30% en France et en Italie, entre 20 et 25% au Luxembourg et aux Pays-Bas, moins de 20% en Allemagne.

La proposition qui recueille le plus de suffrages, dans tous les pays, est celle suivant laquelle "les peuples d'Europe prennent de plus en plus conscience de leurs intérêts communs dans tous les domaines". C'est l'opinion de six ou sept personnes sur dix parmi l'ensemble des personnes interrogées et de huit ou neuf sur dix parmi celles qui se prononcent. Il y a là l'indice d'une sorte de prise de conscience, plus ou moins confuse, du fait que l'unification de l'Europe est quelque chose d'inéluctable, quels que soient les difficultés techniques, les obstacles politiques et les péripéties de l'histoire: "nous sommes embarqués, et c'est la bonne voie".

Mais une autre proposition recueille presque autant de suffrages - et même pratiquement autant en France et au Luxembourg: c'est celle suivant laquelle "les Etats-Unis d'Europe existeront peut-être un jour, mais cela prendra encore au moins une vingtaine d'années". Certes, il ne faut pas attacher à cette estimation - "une vingtaine d'années" - une valeur précise,



mais elle semble bien exprimer le sentiment que "ce n'est pas pour demain"; c'est l'oeuvre d'une génération (15).

La proposition suivant laquelle "dans les pays du Marché commun, le grand public est déjà prêt à aller plus loin dans l'unification que les gouvernements" est, dans tous les pays, celle sur laquelle le public hésite le plus à se prononcer: c'est une question gênante; en effet, répondre "non", c'est se mettre en contradiction avec le sentiment général suivant lequel les peuples d'Europe prennent de plus en plus conscience de leurs intérêts communs, et répondre "oui" c'est porter un jugement qui engage, un jugement critique, sur l'action de gouvernements dont on peut penser qu'ils ont, dans chaque pays, le soutien de la majorité des citoyens. Le pourcentage des non-réponses dépasse 40% en Italie (41%), en France (43%) et en Belgique (44%). Parmi les personnes qui se prononcent, six ou sept sur dix sont d'accord avec la proposition.

Quant à la dernière proposition, suivant laquelle "les pays d'Europe sont trop différents quant à leur taille et à leur puissance pour arriver à former ensemble une grande unité politique", elle recueille une majorité, toutefois assez faible, dans presque tous les pays; en République fédérale d'Allemagne, l'écart entre les réponses positives et négatives n'est pas significatif. Cette proposition étant orientée dans un sens différent des trois autres, on constate ici l'une des ambiguïtés des attitudes du public à l'égard de l'unification politique de l'Europe. Le fait qu'une majorité - même faible - des personnes qui se prononcent exprime son accord sur cette question aussi montre l'ampleur - limitée, mais significative - et la nature - sans doute la crainte d'être dupé ou dominé - des appréhensions, des réticences et des résistances à l'unification politique de l'Europe. Ces craintes paraissent plus importantes aux Pays-Bas, au Luxembourg et en France qu'en Italie, en Belgique et surtout qu'en Allemagne (16). (Voir tableaux 30 et 30 bis).

---

(15) Il est difficile de dire, sans avoir analysé les réponses données à cette question suivant l'âge des personnes interrogées si "dans une vingtaine d'années" signifie "de mon vivant" ou "ce sera pour nos enfants". Etant donné que 60% environ des personnes interrogées sont âgées de moins de 50 ans, la première hypothèse paraît plausible, à moins que l'horizon d'une vingtaine d'années ne soit la réponse donnée par un pourcentage constant des personnes interrogées dans tous les groupes d'âge.

(16) Une analyse approfondie des réponses, en fonction des caractéristiques sociologiques et des autres réponses des personnes interrogées, serait ici nécessaire.

Tableau 30

## L'AMBIGUITE DES ATTITUDES DU PUBLIC A L'EGARD DE L'UNIFICATION POLITIQUE DE L'EUROPE (x)

	Allemagne			Belgique			France			Italie			Luxembourg			Pays-Bas		
	D'ac- cord	Pas d'ac- cord	Ne se pro- non- cent pas	D'ac- cord	Pas d'ac- cord	Ne se pro- non- cent pas	D'ac- cord	Pas d'ac- cord	Ne se pro- non- cent pas	D'ac- cord	Pas d'ac- cord	Ne se pro- non- cent pas	D'ac- cord	Pas d'ac- cord	Ne se pro- non- cent pas	D'ac- cord	Pas d'ac- cord	Ne se pro- non- cent pas
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Les pays d'Europe sont trop différents quant à leur taille et à leur puissance pour arriver à former ensemble une grande unité politique	44	42	14	37	33	30	42	32	26	41	33	26	42	31	27	49	35	16
Les Etats-Unis d'Europe existent peut-être un jour, mais cela prendra encore au moins une vingtaine d'années	63	21	16	51	16	33	65	11	24	55	19	26	62	15	23	63	15	22
Les peuples d'Europe prennent de plus en plus conscience de leurs intérêts communs dans tous les domaines	72	14	14	57	10	33	63	9	28	60	12	28	62	15	23	70	10	20
Dans les pays du Marché commun, le grand public est déjà prêt à aller plus loin dans l'unification que les gouvernements	51	23	26	32	24	44	36	21	43	42	17	41	41	29	30	38	27	35

(x) Les pourcentages doivent s'additionner horizontalement.

Tableau 30 bis

L'AMBIGUITE DES ATTITUDES DU PUBLIC A L'EGARD DE L'UNIFICATION POLITIQUE DE L'EUROPE

(Sur 100 personnes qui se prononcent)

	Allemagne		Belgique		France		Italie		Luxembourg		Pays-Bas	
	D'ac- cord	Pas d'ac- cord	D'ac- cord	Pas d'ac- cord	D'ac- cord	Pas d'ac- cord	D'ac- cord	Pas d'ac- cord	D'ac- cord	Pas d'ac- cord	D'ac- cord	Pas d'ac- cord
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Les pays d'Europe sont trop différents quant à leur taille et à leur puissance pour arriver à former ensemble une grande unité politique	51	49	53	47	57	43	55	45	58	42	58	42
Les Etats-Unis d'Europe existeront peut-être un jour, mais cela prendra encore au moins une vingtaine d'années	75	25	76	24	86	14	74	26	81	19	81	19
Les peuples d'Europe prennent de plus en plus conscience de leurs intérêts communs dans tous les domaines	84	16	85	15	88	12	83	17	81	19	88	12
Dans les pays du Marché commun, le grand public est déjà prêt à aller plus loin dans l'unification que les gouvernements	69	31	57	43	63	37	71	29	59	41	59	41

IV

L'INFORMATION DU PUBLIC

## IV

L'INFORMATION DU PUBLIC

L'ensemble des résultats de cette enquête et en particulier le pourcentage élevé des personnes qui ne se prononcent pas sur certaines questions, ainsi que les ambiguïtés de certaines réponses, montrent bien l'insuffisance de l'information du public en ce qui concerne le Marché commun et l'unification de l'Europe.

Déjà l'enquête réalisée en février-mars 1962 avait montré que, dans tous les pays de la Communauté européenne, le nombre des citoyens qui déclarent utiliser "très souvent" ou "assez souvent" à l'unification de l'Europe est du même ordre de grandeur que celui des personnes qui s'intéressent "beaucoup" "moyennement" à l'actualité politique. Or cet intérêt pour la politique est lui-même en forte corrélation avec le niveau d'information (17).

L'enquête de février-mars 1970 a montré, d'autre part, que le degré d'information sur le Marché commun - mesuré assez sommairement suivant le pourcentage des personnes qui peuvent citer exactement les six pays membres - est relativement plus élevé dans les trois pays (Luxembourg, Pays-Bas, Allemagne) où l'exposition du public aux grands moyens d'information est la plus élevée (18).

Pour essayer d'en savoir davantage, les questions suivantes ont été posées dans l'enquête de juillet 1971:

"Dans l'ensemble, estimez-vous que vous êtes suffisamment informé ou pas suffisamment informé sur les problèmes concernant le Marché commun, sur les problèmes concernant l'agriculture de votre pays et sur les problèmes concernant le développement économique de votre région?"

"Plus particulièrement, estimez-vous que la télévision de votre pays fait trop, juste ce qu'il faut ou pas assez pour informer le public sur les problèmes concernant le Marché commun, les problèmes concernant l'agriculture de votre pays et les problèmes concernant le développement économique de votre région?"

7) Cf. "L'opinion publique et l'Europe des Six", revue Sondages (Paris), 1963, n° 1, pp. 10 et 11.

8) Cf. J.R. RABIER, "Europeans and the Unification of Europe", Government and Opposition (London), vol. 6, Nr. 4, Autumn 1971, pp. 479-480.

## 1. Le besoin d'information

L'ordre de grandeur est le même, dans chaque pays, des pourcentages des personnes qui estiment qu'elles sont ou non suffisamment informées sur le développement économique régional, sur l'agriculture et sur le Marché commun. Ce qui varie de pays à pays, c'est la proportion des satisfaits et des insatisfaits.

L'insuffisance de l'information est particulièrement ressentie aux Pays-Bas, en Belgique et en France. Ce résultat peut paraître surprenant, car tout au long de cette enquête, notamment sur les questions "difficiles" (effets du Marché commun sur l'agriculture et sur l'industrie, image globale du Marché commun, effets attendus de l'élargissement, attitudes à l'égard de l'unification politique), on a pu constater que les non-réponses sont surtout nombreuses en Belgique, en France et en Italie, par rapport aux Pays-Bas, au Luxembourg et à l'Allemagne; cette répartition confirme les renseignements précités, tirés des sondages de 1970 et de 1962. La seule explication est que le sentiment d'être insuffisamment informé peut provenir ou bien d'une information effectivement insuffisante et ressentie comme telle (Belgique, France), ou bien d'une information qui a atteint un niveau relativement élevé, incitant les citoyens à en savoir davantage (Pays-Bas). Il est bien connu que le fait de s'informer est un phénomène cumulatif: l'information, qui suppose une formation préalable, appelle l'information. (Voir tableaux 31, 32, 33 et 34).

## 2. Le rôle de la télévision

Le public se prononce moins facilement sur cette question que sur la précédente: le pourcentage moyen des non-réponses est plus élevé dans tous les pays, notamment en France et au Luxembourg.

Ceux qui estiment que la télévision fait trop pour l'information du public sur les problèmes en cause (développement régional, agriculture, Marché commun) sont une infime minorité.

Quant à ceux qui estiment que la télévision ne fait pas assez, ils sont majoritaires dans tous les pays sauf l'Allemagne, avec des pourcentages relativement élevés aux Pays-Bas.

On notera, d'autre part, que dans tous les pays l'insuffisance de l'information télévisée est plus ressentie en ce qui concerne les problèmes du développement économique régional qu'en ce qui concerne les problèmes agricoles et les problèmes du Marché commun.

(Voir tableaux 35, 36, 37 et 38).



Tableau 33

ESTIMENT QU'ILS SONT OU NON SUFFISAMMENT INFORMES SUR LES PROBLEMES  
CONCERNANT LE MARCHÉ COMMUN

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
	%	%	%	%	%	%
Suffisamment informés	39	26	27	33	33	26
Pas suffisamment informés	55	56	63	53	51	61
Ne se prononcent pas	6	18	10	14	16	13
Total	100	100	100	100	100	100

Tableau 34

INDICE GLOBAL DU SENTIMENT D'ETRE BIEN OU MAL INFORME (x)

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
	%	%	%	%	%	%
Suffisamment informés	41	27	28	32	33	25
Pas suffisamment informés	52	56	62	55	47	60
Ne se prononcent pas	7	17	10	13	20	15
Total	100	100	100	100	100	100

(x) Moyenne pour chaque pays et pour chaque réponse des pourcentages correspondant aux trois problèmes en cause.



Tableau 35

ESTIMENT QUE LA TELEVISION DE LEUR PAYS FAIT TROP, JUSTE CE QU'IL  
FAUT OU PAS ASSEZ POUR INFORMER LE PUBLIC SUR LES PROBLEMES  
CONCERNANT LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LEUR REGION

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
	%	%	%	%	%	%
Trop	4	2	1	2	2	2
Juste ce qu'il faut	40	21	23	18	20	17
Pas assez	43	55	52	57	45	60
Ne se prononcent pas	13	22	24	23	33	21
Total	100	100	100	100	100	100

Tableau 36

ESTIMENT QUE LA TELEVISION DE LEUR PAYS FAIT TROP, JUSTE CE QU'IL  
FAUT OU PAS ASSEZ POUR INFORMER LE PUBLIC SUR LES PROBLEMES  
CONCERNANT L'AGRICULTURE DE LEUR PAYS

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
	%	%	%	%	%	%
Trop	8	4	1	5	2	2
Juste ce qu'il faut	48	29	30	33	24	26
Pas assez	34	45	44	43	41	53
Ne se prononcent pas	10	22	25	19	33	19
Total	100	100	100	100	100	100

Tableau 37

ESTIMENT QUE LA TELEVISION DE LEUR PAYS FAIT TROP, JUSTE CE QU'IL  
FAUT OU PAS ASSEZ POUR INFORMER LE PUBLIC SUR LES PROBLEMES  
CONCERNANT LE MARCHE COMMUN

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
	%	%	%	%	%	%
Trop	6	4	3	6	2	3
Juste ce qu'il faut	53	33	33	35	28	27
Pas assez	31	41	39	37	39	53
Ne se prononcent pas	10	22	25	22	31	17
Total	100	100	100	100	100	100

Tableau 38

INDICE GLOBAL DE SATISFACTION OU D'INSATISFACTION  
DE L'INFORMATION TELEVISEE (x)

	Allemagne	Belgique	France	Italie	Luxembourg	Pays-Bas
	%	%	%	%	%	%
Trop	6	3	2	4	2	2
Juste ce qu'il faut	47	28	28	29	24	23
Pas assez	36	47	45	46	42	56
Ne se prononcent pas	11	22	25	21	32	19
Total	100	100	100	100	100	100

(x) Moyenne pour chaque pays et pour chaque réponse des pourcentages correspondant aux trois problèmes en cause.